

Juin  
2020

L'audience du 17 juin avec le ministre a été une première occasion pour le Sgen-CFDT de porter 12 propositions pour des conditions différentes à la hauteur des enjeux.

## ADAPTER VÉRITABLEMENT LE FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUTION AUX PARCOURS SCOLAIRES DES ÉLÈVES...

### 1. METTRE À DISPOSITION DES ENSEIGNANTS DES OUTILS DIAGNOSTIC ADAPTÉS

Pour le Sgen-CFDT, il faut **diagnostiquer la situation des élèves en évaluant les compétences et connaissances scolaires mais aussi en valorisant les autres compétences et connaissances qui auraient pu être acquises pendant la période (en terme d'autonomie, mais aussi en intégrant les expériences vécues en milieu professionnel par certains lycéens pendant la période...)**. Dans cette perspective les évaluations nationales standardisées ne nous semblent pas des outils adaptés. C'est d'outils mis à disposition dont les personnels ont besoin.

*Nous avons été partiellement entendu sur ce point : si le ministre n'entend pas revenir sur les évaluations CP, CE1, 6e et 2de il nous rejoint sur la nécessité d'outils diagnostic facultatifs mais avec des incitations à leur utilisation. Entre incitations et injonctions il n'y a parfois qu'un pas dans les interprétations et le Sgen-CFDT sera particulièrement vigilant.*

### 2. INVESTIR DANS L'ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ ET LE TUTORAT

Cette phase diagnostique doit permettre en suite d'**investir dans l'accompagnement personnalisé et le tutorat** pour répondre aux besoins des élèves dont les parcours ont été très hétérogènes dans la période de confinement. **Cela implique de relancer le chantier de la refonte des missions du professeur principal et du rôle du conseil de classe (proposition du comité de suivi bac-lycée)**. Cela aussi implique plus d'adultes dans les écoles, et a minima la présence d'enseignants spécialisés répartis dans les écoles (Rased).

### 3. POURSUIVRE CE QUI A ÉTÉ MENÉ EN TERME DE COÉDUCATION ET D'ALLIANCES ÉDUCATIVES

Pour le Sgen-CFDT, il faut également capitaliser sur ce qui s'est passé en terme de coéducation et d'alliances éducatives pendant le confinement, relancer les projets éducatifs territoriaux pour une prise en charge de tous les temps de l'enfant et du jeune et renforcer le lien créé avec les familles et articuler JSCS et EN pour mieux fédérer les acteurs sur le territoire.

*Si le ministre nous rejoint également sur ce point force est de constater que la multiplication des annonces de dispositifs brouille les perspectives plutôt que de les éclairer. S'il y a certes situation d'urgence il serait illusoire de s'exonérer d'une phase nécessaire de coconstruction.*

### 4. ADAPTER ET FAIRE ÉVOLUER LES PROGRAMMES

La question de l'**adaptation des programmes** se pose également. Le Sgen-CFDT appelle de ses vœux leur évolution vers une forme curriculaire, plus souple et plus résiliente que le découpage annuel traditionnel face aux crises. Le **socle commun** et les **cycles** existent déjà, et s'ils ont été négligés dans le discours ministériel ces trois dernières années, il convient de les relancer.

Si les référentiels de la **voie professionnelle** sont adaptés à cette logique, il sera cependant nécessaire d'activer les dispositifs de CAP en trois ans voire de construire des parcours d'élèves de bac pro sur un cycle plus long. Dans le même esprit le dispositif sur l'obligation de se former doit être initié dès la rentrée.

Le chantier est plus vaste au **lycée** puisqu'on part de plus loin, mais une lecture curriculaire du tronc commun du cycle terminal permettrait de résoudre un certain de difficultés soulevées par les enseignants.

*Le Sgen-CFDT acte une inflexion positive du discours ministériel centré jusque là sur des repères annuels et une évolution vers une vision en cycle des programmes qui permette de lisser, de s'attacher à l'acquisition des compétences. Changer les programmes serait pour le ministre lourd et contre productif, mais s'engage à produire des documents pour relire les programmes, aller à l'essentiel.*

### 5. FAIRE DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES UNE PRIORITÉ

Un autre enjeu va être celui de l'**insertion professionnelle des jeunes**, une préoccupation majeure de la CFDT dans la période qui va impliquer une mobilisation de tous les acteurs, que ce soit pour la recherche de stage ou l'apprentissage en amont que pour celui d'un premier emploi en aval du diplôme.

*Le ministre présente ce point comme une préoccupation essentielle, une priorité du gouvernement. Il évoque plus de places en BTS, en diplôme complémentaire pour ne laisser personne sur le carreau. Le nouveau lycée sera-t-il plus juste socialement ?*

## ... ET SE DONNER LES MOYENS D'Y PARVENIR

### 6. FAIRE CONFIANCE AUX ACTEURS DE LA « PREMIÈRE LIGNE ÉDUCATIVE »

La première condition est de faire confiance aux acteurs de la « première ligne éducative » qui ont montré leur capacité à agir sans prescription ni consigne pendant la période du confinement. Après cette expérience il est clair que la rentrée ne pourra pas s'organiser comme si de rien n'était par une circulaire et des injonctions descendantes. **Il faut donner aux équipes du temps de préparation et la concertation**, dès cette fin d'année et à la prérentrée, notamment autour de l'enjeu des liaisons CM2-6e et 3e-2de.

### 7. RENFORCER L'ACCOMPAGNEMENT RH DES PERSONNELS

Il faudra prévoir un accompagnement RH des personnels qui mobilise les équipes médico-sociales et au-delà faire face aux effets psycho-sociaux du confinement et du déconfinement, ce qui passe entre autre par la relance du chantier sur la GRH de proximité qui avait été laissé en suspens. Dans ce contexte il y aura une vigilance particulière à avoir pour les stagiaires dont la formation a été tronquée.

*Les réponses du DGRH sont allées dans le bon sens en annonçant plusieurs chantiers : reprise du travail sur l'amélioration de la RH, QVT, recrutement de médecins du travail, élargissement du partenariat avec la MGEN en matière de SST, amélioration de la condition des personnels dont télétravail*

### 8. ABONDER LES MARGES HORAIRES DANS LE 2ND DEGRÉ, FAVORISER LA PRÉSENCE DE MAÎTRES SURNUMÉRAIRES DANS LE 1ER DEGRÉ

La mise en place effective d'un accompagnement et d'une cointervention implique d'abonder les marges horaires des établissements du 2nd degré. Dans le 1er degré, le Sgen-CFDT propose de répartir les brigades par groupe scolaire et de laisser la possibilité aux Rep+ de fonctionner en dispositif plus de maître que de classe (PDMQDC).

### 9. S'APPUYER SUR DES RÉFÉRENTIELS DÉJÀ EXISTANTS

Les défis pédagogiques de la rentrée doivent inciter à s'appuyer sur des référentiels déjà existants (Éducation prioritaire, école inclusive) qui doivent servir de repère au-delà de leur public habituel.

### 10. OUVRIR DES NÉGOCIATIONS SUR LE TÉLÉTRAVAIL

**L'enjeu du numérique a été remis au premier plan** : il est urgent d'ouvrir des négociations sur le télétravail des enseignant.e.s (et plus largement de tous les personnels en prévoyant les adaptations aux différentes réalités professionnelles), ce qui implique des discussions sur une prime d'équipement, une prise en charge financière des connexions, l'organisation du travail à distance en termes d'encadrement, de droit à la déconnexion.

*Le Sgen-CFDT se satisfait d'avoir été entendu sur ce point puisque le DGRH annonce la volonté d'avancer sur une prime d'équipement dès le prochain budget avec une dotation a minima des personnels entrants dans le métier. Reste à concrétiser cet engagement.*

### 11. ADAPTER LES MOYENS D' ACTIONS DES SERVICES SOCIAUX

Les enjeux économiques et sociaux vont nécessiter d'adapter les moyens d'actions des services sociaux : évaluer (si ce n'est déjà fait) avec les ministères concernés les besoins croissants des familles (évolution des taux de bourses, fonds sociaux cantine, collège, lycée, et incidences sur les budgets), évaluer les besoins en renfort de personnels pour réaliser l'examen des situations et agir en conséquence.

### 12. FAIRE ÉVOLUER RADICALEMENT LES MODALITÉS DE GESTION DES CRISES ET DES RISQUES

L'expérience vécue oblige l'institution à **faire évoluer radicalement ses modalités de gestion des crises et des risques** pour trouver l'articulation pertinente entre ce qui doit relever du niveau central et ce qui doit relever du niveau déconcentré pour faire face aux crises et aux risques majeurs (inondations, accident industriel, canicule, confinement en cas de menace terroriste).

A chaque fois **il faut des principes, des objectifs partagés mais certaines dimensions de l'action à conduire ne peuvent se concevoir qu'au plus près des réalités locales. Cela doit nous inviter à élaborer des modalités de gestion de crise partagées, qui permettent d'identifier des curseurs**, des modalités et niveau de prise de décision, tout en assurant les personnels qui mettent en œuvre qu'ils seront soutenus dès lors qu'ils font au mieux pour atteindre les objectifs dans le respect des principes partagés et communs à tous.

Le ministre a sur ce point également souscrit à l'enjeu de la gestion. Selon lui les autorités sanitaires estiment que si seconde vague il y a ce serait plutôt en novembre qu'en septembre, avec des clusters de confinement et une gestion de crise qui serait circonscrite à un territoire donné avec investissement dans l'enseignement à distance et l'accueil des enfants de soignants.